

**TCL mode lourd**

Lundi 27 janvier 2025

Travailleurs français et immigrés : mêmes patrons, mêmes combats

Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a envoyé le 23 janvier une circulaire à tous les préfets pour durcir les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Prenant la place d'une circulaire de 2012 de Manuel Valls, elle va encore renforcer la chasse aux migrants et s'inscrit dans la continuité des politiques xénophobes menées par tous les gouvernements, dans le sillage de l'extrême droite. Retailleau se réve sans doute en Trump à la française, ce dernier ayant, de l'autre côté de l'Atlantique, claironné son intention d'expulser des « millions » de migrants.

Exploiter ça rapporte, exploiter des « sans-papiers », beaucoup plus encore !

La circulaire Retailleau prévoit de rendre encore plus difficile l'obtention d'un titre de séjour pour tous les travailleurs migrants : le temps de résidence minimum en France passe ainsi de cinq à sept ans. Surtout, obtenir un titre de séjour après être arrivé ou être repéré en situation irrégulière va devenir quasi impossible. Dans les métiers dits « en tension », les patrons vont pouvoir trier à leur gré qui aura des papiers, mais aussi qui les perdra dès que « la tension » sera jugée moins forte.

Les attaques contre les migrants, prélude des attaques contre tous les travailleurs

Si Trump et Retailleau affichent des politiques similaires, ce n'est pas pour réellement expulser les immigrés « par millions ». Les économies des pays riches ne tourneraient pas sans main-d'œuvre immigrée, les grands patrons le savent très bien, les politiciens à leur service aussi. Des secteurs entiers reposent sur ces travailleurs, du bâtiment à la restauration, en passant par le nettoyage et l'aide à la personne. En revanche, les expulsions arbitraires et médiatisées visent à créer un climat de terreur parmi les travailleurs immigrés et leur famille : mercredi dernier, la police a fait irruption dans un collège de la banlieue de Metz pour arracher une collégienne à ses cours et l'expulser avec ses parents en Belgique sans qu'elle puisse seulement repasser chez elle !

Au-delà de s'aligner sur les discours de l'extrême droite, cette politique vise à diviser la classe ouvrière. Ceux que Trump, Retailleau et tous les autres attaquent aujourd'hui sont les travailleurs les plus précaires. Demain, ils s'en prendront à une autre catégorie de

travailleurs, après-demain à une autre encore. Trump a déjà commencé en montrant du doigt les fonctionnaires américains et en attaquant leurs conditions de travail. S'en prendre aux travailleurs migrants aujourd'hui, c'est s'en prendre à tous les travailleurs. Ce n'est pas l'immigration qui fait baisser les salaires ni n'augmente le chômage : qu'on sache, ce sont les patrons qui fixent les salaires et licencient !

Régularisation de tous les sans-papiers ! Libre circulation de tous les travailleurs !

Celles et ceux qui quittent leur pays n'abandonnent pas leur famille et ce qui était leur vie de gaîté de cœur, mais pour fuir des guerres – qui se mènent souvent à l'instigation des pays riches avides de matières premières –, pour fuir les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique, pour fuir la misère toujours. Ce n'est pas une circulaire qui les fera rester dans l'enfer qu'ils et elles veulent quitter.

Contre le gouvernement international des milliardaires, travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Le parterre de milliardaires et de dirigeants de grandes entreprises venus se montrer lors de l'investiture de Trump est une preuve, s'il en fallait une, que l'union de la bourgeoisie contre la classe ouvrière n'a pas de frontière. D'Elon Musk à Bernard Arnault, première fortune française, tous sont venus s'incliner devant leur nouveau parrain... C'est cette bande de mafieux d'ultra-riches, pas gênés de voir l'un d'entre eux faire le salut fasciste, qui sont les seuls parasites sur cette terre.

La tuile !

La période de « tuilage » devait permettre d'éviter les ratés au moment du passage aux nouvelles entreprises. Si il n'y a pas eu de « bug de l'an 25 », de nombreux problèmes se révèlent les uns après les autres. Par exemple, de nombreuses cartes d'accès... qui ne permettent plus d'accéder nulle part, et sans que ce problème soit résolu à ce jour.

Espérons que les tuiles ne se révèlent pas être des dominos qui tombent coup sur coup !

Chaud devant !

Le Sirha 2025 a encore une fois rassemblé du monde. Que ce soit au niveau des parkings, blindés, avec des répercussions sur la circulation, ou encore dans les transports en commun, les visiteurs s'entassaient par centaines.

C'est peut-être pour mieux coller avec les conditions de travail des commis et des serveurs que les temps de parcours et de battement pour les conducteurs de tramway et de navettes étaient si durs à tenir. Une chose est sûre, conducteur comme commis, il est urgent de revendiquer des améliorations !

Autant en emporte le vent

Lundi matin, conséquences habituelles et prévisibles des vents forts, les voies de bus et de trams étaient jonchées de barrières, de feux provisoires renversés et d'autres obstacles entre lesquels circuler devient vite compliqué. Les agents de maîtrise ont dû se confronter aux rigueurs de l'hiver pour faire place nette, quand ce n'étaient pas directement les conducteurs. Mais, alors que les chantiers se multiplient pour développer le réseau et que les épisodes venteux sont connus à l'avance, pourquoi n'y aurait-il pas davantage de personnel chargé de veiller à la praticabilité de la voie publique ?

À la RTM comme ailleurs, face aux agressions : solidarité !

Jeudi dernier, les conducteurs du réseau urbain marseillais ont massivement exercé leur droit de retrait suite à la violente agression d'un des leurs.

Les incivilités et violences dans les transports publics sont aussi vieux que les transports publics eux-mêmes. Certains font leur beurre d'un prétendu « ensauvagement », bien efficace pour vendre des pages de publicité, et des votes reposant sur la peur et la haine. Mais aucunes de ces surenchères sécuritaires et systématiquement racistes vont traiter la violence de cette

société à la racine : l'individualisme-roi, comme ciment de notre exploitation à tous.

Loin de ces divisions, la réaction collective des salariés de la RTM montre la meilleure voie face aux agressions, qu'elles viennent de certains usagers ou des capitalistes en costard-cravate fauteurs de violence sociale : notre solidarité !

Respirez, ça va passer !

Un rapport alarmant indiquait le 23 janvier que les collègues de la maintenance à la RATP Paris se font détruire la santé encore plus vite qu'à d'autres postes : à cause de gros défauts dans la gestion et l'entretien d'équipements de protection collective et de ventilation, ils sont exposés à des taux de gaz d'échappement et de particules fines encore plus nocifs que d'habitude. Mais ça, les capitalistes s'en moquent bien, voire le savent depuis des années sans rien faire, car tous les moyens sont bons pour économiser : mensonges quant aux résultats des contrôles internes, fiches de données de sécurité non mises à jour... Que ce soit à la maintenance ou à la conduite, nos vies valent plus que leurs profits !

Hydroxychlorocrème

Interdit de pratiquer la médecine à compter du 1^{er} février et pour une période de deux ans, Didier Raoult a lancé sa marque de crème antirides. Sage décision, il abandonne les traitements farfelus et potentiellement dangereux pour des ingrédients aussi naturels qu'inoffensifs (de l'ail, de l'eau et de l'huile de tournesol, le début d'un bon aïoli). Il pourra sans nulle doute recycler les techniques marketing qu'il avait mis au point pendant le COVID pour écouter ses crèmes dont chaque flacon vaut 75€...

Cisjordanie occupée : au moins neuf Palestiniens tués

L'armée israélienne a lancé une nouvelle opération, dénommée « Mur de fer », contre la ville de Jénine et le camp de réfugiés adjacent. Selon un premier bilan, neuf Palestiniens ont été tués et 38 autres blessés. La semaine dernière, une frappe aérienne avait tué trois personnes dans le camp de réfugiés, en blessant des dizaines d'autres. Jénine est devenu un haut lieu de la résistance à l'occupation israélienne. L'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas, qui collabore étroitement avec Israël, tente d'en reprendre le contrôle, jusqu'ici sans succès.

Dans une opération séparée, soixante personnes ont été arrêtées dans la ville d'Azzun. Au train où vont les choses, à la fin de la trêve de Gaza, Israël aura arrêté plus de Palestiniens qu'elle n'en aura libérés.